



Rapport de Mission à la Conférence Régionale

**« Pour une coopération régionale en vue de la
Conservation ex situ efficace et efficiente des
ressources phytogénétiques pour l'agriculture et
l'alimentation en Afrique de l'Ouest et du Centre »**

**organisée par le CORAF, l'IPGRI, le Global Crop
Diversity Trust, l'Initiative sur la Politique des
Ressources Génétiques (IPRG)**

Ouagadougou du 12 au 15 septembre 2006

**par Jacques Pagès (CIRAD), Jean-Louis Pham (IRD)
et Philippe Vernier (CIRAD)**

Septembre 2006

Table des matières

1	Résumé.....	2
2	Objectif de la mission.....	3
3	Contexte	3
4	Objectif de la conférence.....	3
4.1	Participants à la conférence.....	4
4.2	Contributions CIRAD et IRD à la conférence :	4
5	Points essentiels.....	4
6	Conclusion.....	7
7	annexe 1 : concept note préparatoire de la conférence.....	9
8	Annexe 2 : Conclusions du rapport préparatoire du consultant (M. Houssou).....	15
9	Annexe 3 : listes des participants	24
10	Annexe 4 : declaration finale provisoire de Ouagadougou	30

1 RESUME

La conférence sur la conservation des ressources phytogénétiques en Afrique de l'Ouest et du Centre était organisée par le CORAF, l'IPGRI, le Global Crop Diversity Trust, l'Initiative Politique de Ressources Génétiques, et la FAO. Elle rassemblé 50 participants, représentant les SNRA membres du Coraf, les CG présents dans la sous-région (ADRAO, IITA, ICRAF et ICRISAT) et des ARI. L'objectif était de définir un cadre de coopération régionale pour la conservation ex situ des ressources phytogénétiques (RPG) dans la sous région et plus spécifiquement de préciser les rôles et critères de sélection des Centres Nodaux d'Excellence (CNE). Les travaux ont été introduits par un rapport préparatoire réalisé par un consultant sur l'état de la conservation des RPG en AOC. Une présentation des activités de conservation des RPG existantes au CIRAD et à l'IRD (collections, CRB), des activités de recherche et des offres possibles de collaboration (appui technique, formation) a été faite ainsi qu'une démonstration du logiciel Géné-PI (CIRAD). L'atelier a recommandé la création de 4 CNE (zone sahélienne, AO côtière (2) et Afrique Centrale) et proposé qu'ils couvrent, outre les principales cultures alimentaires inscrite à l'annexe 1 Traité International, d'autres plantes alimentaires d'intérêt régional (ex. fonio) et les ressources forestières. Au départ les NCE devraient être hébergés par des structures nationales sélectionnées en fonction de leurs niveaux d'équipement et de RH et bénéficieront de fonds extérieurs. Leur rôle sera de conserver et de valoriser les RPG de l'ensemble de la sous-région pour le compte des différents pays. Un appui fort des institutions politiques régionales (CEDEAO, CEMAC, CEEAC) a été sollicité. Les discussions ont parfois manquées de réalisme et ni les sources de financement ni la localisation précise des CNE n'ont été identifiées. La mise en place effective des CNE demandera encore de nombreuses tractations d'autant que la gestion des droits de PI et la mécanique des SMTA entre pays membres de la Coraf soulèvent encore de nombreux problèmes notamment pour les plantes non inscrites à l'annexe 1.

2 OBJECTIF DE LA MISSION

Participer et représenter, sur invitation du Coraf, le Cirad et l'IRD à atelier régional sur la conservation des ressources phytogénétiques en AOC organisé le Coraf, l'Ipgri, le Global Crop Diversity Trust, l'IPRG l(Initiative Politique de Ressources Génétiques) avec le soutien de la FAO à Ouagadougou du 12 au 15 septembre 2006.

3 CONTEXTE

La conférence de Ouagadougou faisait suite à la Conférence « Plant genetic resources conservation and food security » à Ibadan en avril 2004.

La conférence d'Ibadan en 2004 avait fait un constat des grandes difficultés, sinon de l'échec, de nombreux systèmes nationaux de conservation ex situ de ressources génétiques en Afrique de l'Ouest et du centre. Il y avait été décidé de demander au CORAF d'initier un processus en vue de la création de plusieurs Centres Nodaux regroupant les collections nationales, et de faire établir un rapport sur l'état des capacités existantes pour la conservation des RPG en Afrique de l'Ouest et du centre par un consultant indépendant.

Cette décision intervenait dans la situation créée par la mise en place du Global Crop Diversity Trust (GCDDT), fondation dont la création avait été largement motivée par le souci des CIRAS de trouver un financement pérenne pour la conservation des collections dont ils ont la charge (objectif : un capital de 260 millions \$, des intérêts de 12 millions \$/an).

Le GCDDT a pour ambition de renforcer des structures permettant de conserver des RPG à une échelle régionale, en s'appuyant sur des structures existantes remplissant certains standards de qualité. Le GCDDT ne s'intéresse qu'à la conservation des plantes inscrites sur l'Annexe I du Traité international sur les RPG (plantes à accès facilité dans le cadre du système multilatéral).

L'IPGRI et le Global Trust ont ainsi suscité huit processus régionaux à travers le monde visant à l'identification de centres nodaux.

Le processus en Afrique de l'Ouest et du Centre se fait sous l'égide du CORAF, et est mené par GRENEWCA.

4 OBJECTIF DE LA CONFERENCE

L'objectif de la conférence était de définir un cadre de coopération pour la conservation ex situ des ressources phytogénétiques (RPG) dans la sous région et plus spécifiquement de préciser les rôles et critères de sélection des Centres Nodaux d'Excellence (CNE).

4.1 PARTICIPANTS A LA CONFERENCE

La conférence a regroupé une cinquantaine de participants actifs.

- CORAF, IPGRI, GRENEWCA
- FAO (Robert Guéi)
- Global Crop Diversity Trust (Brigitte Laliberté)
- SNRAs : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo (Rep du) Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Congo, Mauritanie, Togo
- CIRAs : ADRAO (Inès Sanchez) , IITA (Dominique Dumet), ICRISAT (Bettina Haussmann) ; ICRAF (Antoine Kalinganire).
- ARIs : CIRAD (Jacques Pagès, Philippe Vernier) et IRD (Jean-Louis Pham)

La liste complète des participants à la conférence est donnée en annexe 1

4.2 CONTRIBUTIONS CIRAD ET IRD A LA CONFERENCE :

Présentations :

- Pham JL¹: IRD-PGR programmes and partnership.
- Vernier P, Pages J¹ ; Les activités du CIRAD dans le domaine de conservation de RPG
- Pham JL, Haussmann B and NWALOZIE M : Research and Scientific dimension of “Nodal Centers of Excellence” operation
- Vernier P : Le logiciel Gene-Pi (génération de MTA)

Participation aux différents groupes de travail et au comité de suivi (« process group »)

5 POINTS ESSENTIELS

1. La conférence a examiné le rapport provisoire, commandité par le CORAF et financé par le GCDT, de Moïse Houssou (ex DG de l'INRAB au Bénin) engagé comme consultant.

Il a été reproché au rapport des manques, des inexactitudes factuelles (par exemple, états des ratifications d'accords internationaux par les pays du CORAF) et un panel insuffisant de pays visités. Il fut répondu que le financement et le temps disponibles (30 j pour visiter 9 pays) pour ce travail n'avait permis de faire un état des lieux exhaustif, et aussi que nombre de questionnaires adressés aux SNRAs étaient restés sans réponse. Le rapport ne mentionne pas les RPG d'Afrique de l'Ouest et du centre conservés hors de la région (France, Belgique, EU...).

¹ Nous avons été avertis le matin même de la conférence que nous étions invités à présenter les activités CIRAD et IRD, ce qui ne nous a malheureusement pas laissé l'opportunité de préparer une présentation commune.

Malgré ses imperfections, ce rapport est intéressant et répond aux termes de référence de l'expertise. Il fait un état des lieux sans complaisance des sites visités, pose certaines des conditions nécessaires à leur efficacité, et n'élude pas la question du contenu des centres nodaux.

2. Ce rapport ne mentionne comme partenaires stratégiques que la FAO, l'IPGRI, l'ADRAO, l'ICRISAT, l'IITA et le GCDT. CIRAD et IRD ne sont pas cités. Nous en avons fait la remarque hors séance à M Houssou.
3. On peut légitimement s'interroger sur le pourquoi de cette absence de mention. Il est vraisemblable que nos institutions auraient été mentionnées s'il s'était agi de citer les partenaires « historiques ». Le rôle que nos équipes ont rempli par le passé pour la constitution des collections et celui de maintien en état de ces collections dans nos infrastructures sont reconnus, ont été évoqués par nombre de participants et nous les avons à nouveau rappelé dans nos interventions.

A certains égards aussi, IRD et CIRAD font trop partie du paysage pour être bien visibles. Mais est-il vraiment choquant au vu des dernières années que nous ne soyons pas perçus comme des acteurs « stratégiques » des systèmes de conservation ex situ des RPG en Afrique ? Sur le terrain africain, nos équipes ont globalement oeuvré dans la recherche autour de la diversité in situ plutôt que dans le renforcement des systèmes nationaux de conservation ex situ.

4. La conférence s'est déroulée dans un bon climat, coordonnée avec autorité par K Attah-Krah (DDG IPGRI). Les groupes de travail ont été animés et les discussions en plénière plutôt ouvertes. Les participants nationaux sont globalement conscients qu'aussi floue soit-elle encore, l'opportunité de créer des centres nodaux de conservation à court ou moyen terme doit être saisie.
5. Néanmoins, si l'appropriation du concept progresse, les discussions en groupe de travail ont souvent péché par manque de réalisme quant aux objectifs atteignables par ces CNE dans le contexte existant. Le terme « Excellence » portant en soi une forme de surenchère, il sera vraisemblablement abandonné. Il était prématuré d'envisager la définition de critères précis de sélection des systèmes nationaux pouvant porter les CNE. Aucun calendrier n'est fixé. Les conclusions finales de l'atelier restent générales, mais doivent cependant être considérées attentivement.
6. Les présentations sur les aspects juridiques de la conservation et circulation des RG ont paru moins abstraites aux participants dès lors que les groupes de travail ont dû discuter autour de la nature des espèces à conserver (annexe I vs. non-annexe I), des conséquences que cela aurait pour les échanges dans la zone et avec l'extérieur en fonction de ces espèces et de la position des pays concernés par rapport au Traité International.
7. Plus réaliste que l'amendement de l'annexe I, le principe de la mise en place d'un système multilatéral d'échange des RPG dans la zone CORAF est privilégié, et pourrait s'appuyer sur le principe du Traité International, avec une pseudo-Annexe I redéfinie.
8. La conférence a recommandé la création de 4 CNE (zone sahélienne, AO côtière (2) et Afrique Centrale) et proposé qu'ils couvrent, outre les principales cultures alimentaires inscrites à l'annexe I du Traité International, d'autres plantes alimentaires d'intérêt régional (ex. fonio) et les ressources forestières. Les CNE devraient être hébergés par des structures nationales sélectionnées en fonction de leurs niveaux d'équipement et de RH et bénéficier de fonds extérieurs. Leur rôle sera de conserver et de valoriser les RPG pour le compte des différents pays.
9. Les participants ont recommandé que les CNE aient aussi une fonction de recherche et de formation.

10. **La conservation in situ** a été évoquée par plusieurs participants (dont IRD et CIRAD) comme complémentaire de la conservation ex situ notamment pour les familles de plantes comprenant un grand nombre d'espèces (espèces forestières notamment). Certains groupes de travail avaient d'ailleurs explicitement recommandé que la conservation in situ soit intégrée dans la stratégie de conservation des CNE. Il y a eu sur ce point une forme de mauvaise volonté de la part de l'IPGRI et la déclaration finale de Ouagadougou ne mentionne pas la conservation in situ malgré plusieurs interventions pour cela.
11. Certains participants (Carbap notamment) ont défendu l'idée de transformer à terme les CNE en institutions autonomes à statut international sur le modèle des centres régionaux (Carbap, Cirdes.). Bien que les démarches soient beaucoup plus lourdes certains participants paraissent plus favorables à ce scénario qu'au renforcement de systèmes nationaux qui pourraient ne pas être les leurs.
12. La question du niveau de spécialisation des CNE (par type d'espèce : céréales vs. plantes à racines et tubercules par ex., ou par zone écogéographique) n'a pas été tranchée. La préférence va à des CNE avec des plantes prioritaires, mais non exclusives (Sahel : céréales et légumineuses ; zone côtière : racines, tubercules ; cocotier ; Centre : essences forestières, bananiers). Les considérations pratiques seront un facteur prévisible de décision. Il est ainsi déraisonnable de d'envisager que des capacités de conservation in vitro soient d'emblée disponibles dans tous les CNE.
13. L'articulation avec les CIRAs sera recherchée, mais les participants ont exclu qu'ils deviennent eux-mêmes des CNE, ce rôle devant être réservé à des institutions africaines.
14. La position des CIRAs n'est pas sans ambiguïté. Ils sont tout d'abord sûrs de leur force, leurs banques de gènes étant les plus fonctionnelles de la région. Mais la conservation des RPG leur conférant une part non négligeable de leur légitimité, voient-ils d'un si bon œil le développement de ces centres nodaux ? La représentante de l'ADRAO nous a paru particulièrement prudente. Etant donné la (trop ?) forte influence des CIRAs au sein du CORAF, on peut penser que sous couvert d'une nécessaire complémentarité, les attributions des CNE seront conçues pour ne gêner en rien les CIRAs.
15. L'articulation avec les futurs centres d'excellence en biotechnologies suscités par le CORAF a également été évoquée.
16. Un appui fort des institutions politiques régionales (CEDEAO, CEMAC, CEEAC) a été sollicité.
17. Aucun financement n'est aujourd'hui disponible de façon certaine.
18. La déclaration finale (version provisoire) de la conférence est reproduite en annexe de ce rapport. Il est dommage que la discussion de cette déclaration soit intervenue dans une certaine précipitation, il aurait été aisé de l'améliorer.
19. L'IPGRI (Raymond Vodouhé) souhaite que nous le mettions en contacts avec les initiatives européennes de conservation ex et in situ (European Cooperative Programme for Crop Genetic Resources Networks [ECP/GR], European Genebank Integration System [AEGIS]...).
20. Le CORAF inclura ses conclusions dans son plan d'action pour le développement agricole

6 CONCLUSION

Le processus de mise en place des CNE est lancé, sans que l'on puisse aujourd'hui prédire quand les projets discutés prendront réellement forme.

CIRAD et IRD étaient les seuls ARIs présents à la réunion. Les invitations qui nous ont été faites de participer successivement aux conférences d'Ibadan et Ouagadougou vont au delà du souhait de disposer de personnes ressources.

Sollicités sur la question de l'aide que CIRAD et IRD pouvaient apporter, nous avons évoqué dans la séance de clôture différentes pistes pour ce soutien français : expérience de la mise en place des CRB, appui à la formation (via les cursus universitaires français ou des formations spécifiques), aide à la définition de programmes de recherche. Les institutions françaises peuvent servir d'accès à l'expertise européenne en matière de développement de réseaux de banques de gènes et initiatives de conservation in situ (ECP/GR, AEGIS).

Sans qu'il soit question de dénaturer l'objectif louable de conservation ex situ des CNE, il nous paraît important de continuer à plaider pour une prise en compte de la conservation in situ par les CNE. L'opportunité apparaît même rêvée pour développer des modalités originales de complémentarité.

* * * * *

ANNEXES

7 ANNEXE 1 : CONCEPT NOTE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE



CONFERENCE REGIONALE:
**Vers une Coopération Régionale pour la Conservation efficace et efficiente des
PGRFA⁽¹⁾ en Afrique de l'Ouest et du Centre**
12-15 Septembre 2006

Introduction

1. Les ressources phytogénétiques représentent une ressource inestimable en général. La grande diversité qui existe au niveau des cultures agricoles constitue le fondement sur lequel le développement de l'agriculture repose. Cette diversité est une richesse qui permet d'améliorer le rendement et la qualité, la résistance aux maladies et l'adaptation aux changements climatiques. La diversité actuelle des cultures assure la sécurité alimentaire, le niveau de vie et la qualité de la vie de milliards de personnes pour les générations actuelles et futures.
2. Cette diversité des cultures est menacée du fait d'une surexploitation, d'une certaine négligence et d'une mauvaise gestion. La situation est empirée par le peu d'attention que plusieurs pays de la région ont pour la conservation et l'utilisation durable de cette importante ressource. Le manque d'attention a été dû en partie à des contraintes financières mais également aux faibles capacités dans le domaine de la conservation et de l'utilisation de la diversité génétique.
3. L'Afrique de l'Ouest est le centre de la diversité pour une large gamme de cultures. Cela comprend le mil, le sorgho, le riz africain, le niébé, l'arachide bambara, l'huile de palme africaine, le café, l'igname, le gombo et la pastèque. La plupart de ces ressources se trouvent dans un état précaire en raison de l'inadéquation des ressources, des stratégies et activités de gestion. Beaucoup de variétés ont toutes disparu et d'autres sont menacées d'extinction. La grande potentialité qui pourrait découler d'une exploitation adéquate et durable de ces ressources génétiques n'est pas réalisée. La région ne se procure donc pas tous les bénéfices pouvant provenir de ses ressources génétiques uniques.

Des initiatives régionales et internationales sur la conservation de PGRFA importantes dans la région Ouest Africaine.

4. Dans la région Ouest et Centre africaine, beaucoup de pays ont établi des programmes de ressources phytogénétiques comme partie intégrante du cadre national de recherche agricole. Peu de pays disposent également de banques de gènes nationales où sont conservées des collections de plantes revêtant une importance particulière à des degrés d'efficacité divers.

⁽¹⁾ Plant Genetic Resources for Food and Agriculture

5. Le Réseau des Ressources Génétiques pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GRENEWCA) a été établi spécialement pour appuyer la conservation et l'utilisation des ressources génétiques dans la région. Ce réseau qui a été établi grâce à un financement initial de la Banque Africaine de Développement (BAD), dépend du CORAF/WE CARD et est géré par l'IPGRI. A la fin du financement initial de la BAD, aucun financement important n'a été apporté à ce programme et cela a négativement affecté son fonctionnement en tant que vibrant mécanisme de coordination régionale.
6. Beaucoup de centres internationaux de recherche agricole du GCRAI intervenant dans la région sont également impliqués dans les activités de conservation des ressources phytogénétiques, travaillant en partenariat avec plusieurs SNRA et les réseaux régionaux. Quelques unes de ces institutions, notamment l'IITA, l'ICRISAT et le WARDA disposent aussi de leurs propres banques de gènes établies à l'intérieur de la région Ouest et Centre Africaine (OCA). Beaucoup d'autres centres possèdent des collections de PGRFA issues de la région OCA ou ayant une importance pour la région.
7. Les collections du GCRAI sont actuellement conservées par les Centres pour la communauté internationale par le biais d'accords entre ces Centres et la FAO et doivent être intégrées dans le système multilatéral d'accès et de partage de profit du Traité International sur les PGRFA. Les collections du GCRAI situées dans la région sont vues comme des supports sécuritaires pour les collections nationales et peuvent jouer le rôle d'appui dans les efforts de création de banques de gènes nationales.
8. L'Initiative sur la Politique des Ressources Génétiques, un programme international qui appuie la recherche et le renforcement des capacités en collaboration avec des partenaires nationaux et régionaux de par le monde, a pour but d'influencer la formulation des politiques de ressources génétiques et les processus de renforcement des capacités pour la consolidation des efforts de conservation et d'utilisation durable des ressources génétiques. La composante Ouest et Centre Africaine du GRPI est hébergée par le CORAF/WE CARD et appuyé sur le plan technique par l'IPGRI. Dans sa première phase d'activité en Afrique de l'Ouest et du Centre, le GRPI a sponsorisé une étude des acteurs dans la région sur les sujets de politiques relatives aux PGRFA dans la région. Le GRPI est un programme du CRDI et de l'IPGRI en collaboration avec un certain nombre de bailleurs.
9. Le Global Crop Diversity Trust (le Trust) a été mis en place en 2004 comme un fonds indépendant sous une loi internationale. Le Trust est co-sponsorisé par la FAO et l'IPGRI au nom des centres du GCRAI. L'objectif global du Trust est d'assurer la conservation à long terme et la disponibilité des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en vue d'arriver à une sécurité alimentaire globale et une agriculture durable. En ce qui concerne les opérations initiales, le Trust soutient les efforts de développement de stratégies de conservation régionales aussi bien que les stratégies de conservation d'ensemble sur des cultures spécifiques dans le cadre du système multilatéral du Traité International. Le processus de développement de la stratégie de conservation régionale sur les PGRFA dans la région Ouest et Centre africaine initiée récemment a bénéficié du soutien du Global Crop Diversity Trust.

Raisons de la tenue de la Conférence

10. L'Afrique de l'Ouest et du Centre doit développer une stratégie sous-régionale renforcée sur les possibilités de collaboration dans le domaine de la conservation et

de l'utilisation des ressources phytogénétiques. L'approche actuelle semble être celle de chaque pays essayant d'établir ses propres facilités de conservation. Ceci ne semble toutefois pas être une option faisable ou rationnelle au vu de toutes les limites qui existent dans ce sens. La coopération sous-régionale est considérée comme la meilleure approche et cette conférence est destinée à conduire la sous région dans cette voie.

11. Cette conférence est également un suivi direct d'une initiative antérieure. Une conférence régionale sur « La gestion des ressources phytogénétiques et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre » a été organisée à l'IITA Ibadan au Nigeria du 26 au 30 avril 2004 sous les auspices du CORAF/WE CARD et en collaboration avec certains centres GCRAI, la FAO, le Trust et GRENEWCA. La conférence a fait ressortir que les capacités de conservation des banques de gènes en terme de ressources physiques et humaines dans divers pays Ouest et Centre Africains sont en général faibles et que seuls quelques pays d'Afrique de l'Ouest et du centre sont capables de s'engager significativement pour le soutien à la recherche, la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques riches et variées en Afrique de l'Ouest et du Centre. La Conférence a fait appel au CORAF/WE CARD pour initier un processus en vue du développement d'une approche régionale incluant les possibilités d'exploration pour l'établissement de Centres Nodaux d'excellence (CNE) pour les banques de gènes des espèces prioritaires et collections en Afrique de l'Ouest et du Centre.
12. En réponse aux recommandations de la Conférence d'Ibadan, le CORAF/WE CARD a mandaté une étude de consultance de Juin à Mai 2006 afin d'évaluer les facilités et capacités existantes en matière de conservation des ressources phytogénétiques et afin d'initier le cadre de développement d'une stratégie régionale pour la conservation des PGRFA dans la région.
13. Le rapport d'étude qui a été décrit comme un cadre de stratégie a été présenté à l'occasion de l'Assemblée Générale 2006 du CORAF/WE CARD tenue en Gambie. L'Assemblée Générale a adopté le rapport y compris les propositions relatives à l'établissement de centres nodaux d'excellence et a recommandé son développement.
14. C'est dans l'esprit de cette recommandation que la présente conférence est organisée. Elle fournira une plateforme pour la mise en oeuvre des conclusions de la conférence d'Ibadan et animera des discussions sur les mécanismes et processus nécessaires à la mise en oeuvre de la collaboration régionale y compris les réflexions pour l'établissement de centres nodaux d'excellence.

But et résultats attendus de l'atelier

L'objectif général de l'atelier est d'élucider et d'adopter des mécanismes acceptables et/ou un cadre de coopération et de collaboration régionale y compris la création de Centres Nodaux d'Excellence (CNE) pour l'utilisation et la conservation de ressources phytogénétiques dans la sous région.

L'objectif spécifique est d'élaborer un plan de mise en oeuvre pour la création d'un système régional de conservation ex situ pour les PGRFA prioritaires en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Résultats attendus

Les principaux résultats attendus seront de parvenir à un consensus sur les questions-clés suivantes :

1. Vision et objectif général du système régional de conservation ex situ proposé pour les PGRFA prioritaires ;
2. Définitions, rôles et responsabilités des composantes du système de conservation comprenant les Centres Nodaux d'Excellence et les institutions partenaires qui fournissent des services complémentaires de conservation et de gestion ;
3. Critères et procédures pour la sélection des CNE et des organisations partenaires identifiés ;
4. Cadres politique et institutionnel nécessaires pour le fonctionnement des CNE et pour une collaboration régionale définis et un processus de réalisation accepté.
5. Infrastructure institutionnelle nécessaire (physique, politique, juridique, financière et commune) mettant l'accent sur les aspects politiques et juridiques.
6. Plan d'action pour le suivi.

Organisateurs

L'organisateur principal de la conférence est le CORAF/WECARD, en partenariat avec L'Institut International de Ressources Phytogénétiques (IPGRI), le Global Crop Diversity Trust, l'Initiative Politique de Ressources Génétiques et le GRENEWCA. D'autres co-organisateurs de la conférence sont le SGRP et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Participants attendus

Les participants viendront de diverses institutions et organisations d'Afrique de l'Ouest et du Centre :

- Les participants nationaux (Haut Responsables des programmes nationaux agricoles ou des Programmes de Ressources Phytogénétiques) ;
- Les représentants des organisations régionales clés (dont le CORAF/WECARD, la CEDEAO, la CEMAC, et d'autres acteurs régionaux) ;
- Les représentants du GCRAI et d'autres organisations internationales (dont le SGRP, l'IITA, l'ICRISAT, l'ADRAO, l'IPGRI, la FAO, le Trust, et d'autres)
- Les représentants des réseaux de cultures et des programmes d'amélioration actifs dans la région
- Les représentants des bailleurs potentiels intéressés par le processus Ouest et Centre Africain.

Le nombre total de participants est estimé à environ 60 personnes.

Structure et contenu de l'atelier

Le programme de l'atelier sera axé autour de trois principaux éléments. Le premier élément sera une compréhension générale de la situation actuelle en rapport avec les capacités de conservation des ressources phytogénétiques de la sous région. Il englobera les informations sur ce qui est disponible dans les programmes nationaux, les réseaux régionaux, les collections du CGRAI etc... Cet élément mettra l'accent sur les limites de la situation actuelle et conduira à la nécessité d'explorer des mécanismes pour la coopération régionale.

Le deuxième élément gravitera autour des propositions pour le futur. Il comportera une analyse des recommandations qui ressortent de l'étude sur les orientations stratégiques de la coopération régionale dans le cadre des Centres Nodaux d'Excellence. Il comprendra également des sessions de groupe de travail pour analyser comment se présenterait l'approche régionale de la conservation des ressources phytogénétiques, en quoi elle consisterait ; et comment on pourrait y arriver.

Le troisième élément examinera les aspects politiques et institutionnels de la collaboration régionale proposée. Il comprendra les présentations sur une politique globale régionale appropriée et les instruments de législation concernant les ressources phytogénétiques. Une session de groupe de travail identifiera les mécanismes institutionnels politiques et certaines actions qui doivent être étudiées en rapport avec la création d'un cadre régional de collaboration. Cet élément comportera également l'identification d'actions spécifiques pour le futur.

Le programme provisoire de la réunion est joint en Annexe 1.

Lieu :

La rencontre aura lieu à Ouagadougou, Burkina Faso. Les participants seront logés à l'**Hôtel Palm Beach** de Ouagadougou.

Durée :

L'atelier se tiendra du 12 au 15 septembre 2006 (4 jours complets) et un jour préparatoire pour, si nécessaire, former de petits groupes le lundi 11 septembre.

8 ANNEXE 2 : CONCLUSIONS DU RAPPORT PREPARATOIRE DU CONSULTANT (M. HOUSSOU)

4. Conclusions et Propositions

4.1 Grandes conclusions

Tout ce constat sur le terrain confirme les conclusions de la conférence régionale sur la contribution des Ressources Phytogénétiques à la Sécurité Alimentaire organisée sous l'égide du CORAF à l'IITA, Ibadan du 26 au 30 avril 2004 et notamment que :

- Les pays et institutions en charge des RPG en Afrique de l'Ouest et du Centre, ont sans doute, pris conscience de la grande diversité biologique dont bénéficie la sous-région et ont engagé des actions pour la conservation et l'échange des RPG/AA en particulier, dans les années 70 et 80, après la douzième conférence de la FAO qui a mis en place en 1963 un panel d'experts en la matière. Au cours de cette période, la FAO, l'IPGRI et d'autres organismes ont ajouté aux efforts nationaux, un appui significatif pour la collecte et l'introduction de nouveaux matériels génétiques, la mise en place des banques de gènes et la conservation ex situ des RPG/AA.
- Les pays visités ne sont pas au même niveau d'expérience en matière de conservation et de gestion des RPG et l'effort national est diversement appréciable au plan des ressources humaines, de la structuration des institutions et de leur financement. Pour certains pays, l'engagement politique se matérialise par la mise en place de structures autonomes avec un financement soutenu. Pour d'autres, les activités de gestion des RPG sont simplement exécutées dans un projet ou une opération au sein d'un programme de recherche. On note l'existence de diverses formes de structures de coordination.
- Très peu de banques de gènes sont fonctionnelles dans la sous-région parce les efforts consentis se heurtent dans la majorité des pays à la question de durabilité en terme de fonctionnement et de maintenance des infrastructures et équipements.
- L'idée d'associer les efforts à l'échelle de la sous-région pour conserver les ressources dans des centres d'excellence en s'appuyant sur les pays ayant un avantage comparatif mérite d'être conceptualisée et expérimentée.

4.2 Analyse de la situation et propositions

La création et le développement des CNE auraient une plus grande chance de succès, si un certain nombre de points particulièrement importants étaient clarifiés. Il s'agit notamment de :

- la durabilité du projet en terme de fonctionnement des centres, après l'installation des infrastructures ;
- la spécialisation des centres d'excellence pour les ressources à conserver ;
- les critères de sélection des pays et institutions hôtes ;
- le mécanisme de coopération régionale.

4.2.1 La durabilité du projet

La durabilité du projet reste à nos yeux, la question cruciale à élucider. A quelques exceptions près, le constat général est que les banques de gènes, à l'instar des programmes et projets de recherche qui les abritent, sont mal financées. Les infrastructures et équipements de conservation sont confrontés au problème de maintenance et de réparation faute de budget. A quoi servirait-il de construire ou de

renforcer des infrastructures de capacité régionale si l'on ne prévoit pas les ressources financières pour assurer les différentes opérations liées à la conservation et dont le coût n'est pas négligeable ? Dans les conditions de réalisation de la présente mission, il est impossible d'évaluer le coût de conservation des RPG dans les SNRA. Mais pour permettre d'en avoir une idée, nous avons présenté, à titre illustratif, dans le tableau 6 ci-dessous, l'évaluation faite au niveau des banques de gènes des centres du GCRAI³, au début des années 2000. Ce tableau indique les coûts opérationnels de conservation par accession pour certaines plantes. Le calcul de coût prend en compte l'acquisition du matériel végétal, le stockage (électricité, personnel), le test de viabilité, la régénération, la caractérisation, la duplication et la diffusion. On note que le coût varie de plus de 280 \$ US par accession et par an (maïs dans la banque de gènes du CIMMYT et arachide sauvage dans celle de l'ICRISAT), à moins de 30 \$ (céréales dans la banque de l'ICARDA). Ce qui équivaut à une fourchette de plus de 140.000 FCFA à moins de 15000 FCFA au taux de 500 F le dollar. On note également une forte variation d'une espèce à l'autre, mais aussi, d'un centre à l'autre. Même si, ramenés aux conditions de SNRA, ces coûts peuvent être revus à la baisse à cause du personnel beaucoup mieux rémunéré dans les centres internationaux, ils représentent une charge considérable en comparaison avec les budgets de ces SNRA.

La question qui se pose est de savoir si l'appui dont bénéficiera le CORAF pour la création des centres, comporte une contribution aux dépenses récurrentes de fonctionnement. Si c'est le cas, pendant combien de temps une telle contribution pourraient-elle être assurée ? Dans tous les cas, il est indispensable de savoir quelle serait la contribution des états de la sous-région pour assurer cette durabilité et quel mécanisme doit-on mettre en place pour garantir sa pérennité, quand on sait le nombre d'organisations inter gouvernementales qui souffrent durement du non-respect de l'engagement des états membres ?

La réponse à ces interrogations constitue sans doute un préalable à régler avant le démarrage du projet.

En conséquence la mission propose :

- ***Que le CORAF négocie avec ses partenaires financiers pour qu'ils s'engagent à contribuer aux dépenses récurrentes de fonctionnement et d'amortissement des investissements sur une assez longue période si possible.***
- ***Que l'on invite à l'atelier de concertation, des autorités gouvernementales des pays concernés, situées à un haut niveau de décision, de façon à pouvoir discuter et obtenir d'elles, des garanties sur la durabilité du projet par la prise en charge progressive des charges liées aux activités des centres.***
- ***Que soit établi un échancier de financement des charges récurrentes de fonctionnement prévoyant un désengagement progressif des partenaires et une prise en charge par les pays membres du CORAF, de plus en plus élevée.***
- ***Au cas où le préalable ne serait pas correctement réglé, le CORAF aurait intérêt à envisager l'option de loger les centres d'excellence au niveau des centres internationaux du GCRAI (IITA et ICRISAT)***

³ Voir titre 4 des références bibliographiques en annexe 6

Tableau N° 6 : coût opérationnel (en dollar US) de conservation de RPG par accession

Centre	Plantes	Acquisitions	Conservation à moyen terme	Conservation à long terme	Teste de viabilité	Régénération	Caractérisation	Duplication	Diffusion	Total
CIAT	Manioc									
	- In vitro (a)	68,19	3,09			20,87			13,07	105,22
	- Cryoconservation			1,23	8,13	33,70				43,06
	- In vivo (b)			7,28						7,28
	niébé		0,44	0,92	4,22	35,71		4,24	26,95	72,48
	Plantes fourragères		0,65	1,12	15,08	51,91		4,24	51,21	124,21
CIMMYT										
	Maïs	9,47	3,04	2,16	4,79	221,02		5,53	35,45	281,46
ICARDA	Céréales	6,10	0,55	0,47	2,70	10,09	1,55	2,51	3,71	27,68
	Plantes fourragères	6,10	0,55	0,47	2,70	12,78	1,46	2,51	3,71	30,28
	Pois chiche	6,10	0,55	0,47	2,70	13,88	2,00	2,51	3,71	31,92
	Lentille	6,10	0,55	0,47	2,70	17,85	2,22	2,51	3,71	36,11
	Faba bean	6,10	0,55	0,47	2,70	17,59	2,65	2,51	3,71	36,28
ICRISAT	Sorgho	5,27	1,51	1,32	1,26	19,88	11,10	4,39	2,58	47,31
	Mil	5,27	1,51	1,32	1,26	51,05	12,67	4,39	2,58	80,05
	Pois d'angole	5,27	1,51	1,32	1,26	60,31	6,38	4,39	2,58	83,02
	Pois chiche	5,27	1,51	1,32	1,26	21,51	5,11	4,39	2,58	42,95
	Arachide	5,27	1,51	1,32	1,26	28,18	18,34	4,39	2,58	62,85
	Arachide sauvage	5,27	1,51	1,32	1,26	249,00	26,36	4,39	2,58	291,69
IRRI	Riz cultivé	6,51	0,87	0,47	1,54	33,90	10,15	1,74	9,75	64,93
	Riz sauvage	6,51	0,87	0,47	1,54	114,74	7,62	1,74	9,75	143,24

Source: document IFPRI / SGRP Saving seeds

4.2.2 Spécialisation des centres d'excellence

En ce qui concerne la spécialisation des centres, rappelons que la consultation est réalisée sur l'hypothèse d'installer trois centres dans la sous-région (un par zone). Ainsi la zone du sahel serait spécialisée pour les céréales et les légumineuses à graine ; l'Afrique de l'ouest côtière, pour les plantes à racine et tubercule et l'Afrique centrale, pour les ressources forestières, les bananes et plantains. Mais lorsqu'on observe bien le nombre d'accessions par espèce actuellement conservé⁴, on se rend compte qu'en ce qui concerne les céréales et les légumineuses à graine, il y a autant de diversité dans les pays de l'Afrique de l'ouest côtière, sinon plus qu'en zone sahélienne, à cause notamment du Nigeria. Par ailleurs, si pour les racines et tubercules, l'Afrique de l'ouest côtière dispose indiscutablement d'un grand potentiel, l'Afrique du centre n'est pas à négliger en particulier si l'on tient compte des besoins d'utilisation des ressources en manioc, mais aussi du fait qu'à ce jour, il est difficile de connaître le potentiel réel de diversité de cette plante en République Démocratique du Congo dont la situation sécuritaire ne permet pas d'entreprendre des campagnes de prospection couvrant toutes les régions concernées du pays. Pour ce qui est des ressources forestières, c'est uniquement dans la zone sahélienne (Burkina Faso et Sénégal) que la mission a pu constater l'existence de chambres froides pour la conservation et l'utilisation des semences forestières. Cela signifie probablement que dans cette région, les besoins des semences forestières sont si importants qu'il est indispensable d'en assurer la conservation pour satisfaire la demande.

L'importance que peut avoir une RPG pour une zone est définie à la fois par i) la diversité génétique disponible dans la zone et ii) les besoins d'utilisation de cette ressource. Au vu des constats faits sur le terrain, ces deux arguments, à notre avis, ne permettent pas d'envisager une spécialisation stricte des zones.

Pour cela, la mission propose de donner aux trois centres la vocation de conserver l'ensemble des ressources génétiques de la sous-région avec un accent particulier sur certaines ressources dites de première priorité pour la zone. Par ailleurs la prudence commandant de ne pas mettre tous les œufs dans un même panier, on disposera toujours d'accessions dupliquées en cas de difficulté ou de catastrophe au niveau d'un centre. Le tableau ci-dessous présent un exemple de répartition des mandats.

Tableau N° 7 : Exemple de Mandat pour chaque centre

<i>Ordre de priorité</i>	<i>Sahel</i>	<i>Afrique de l'ouest Côtière</i>	<i>Afrique du Centre</i>
<i>Première priorité</i>	<i>Céréales, légumineuse à graine, plantes maraîchères</i>	<i>Racines et tubercules,</i>	<i>Ressources forestières, bananiers et plantains</i>
<i>Deuxième priorité</i>	<i>Plantes fourragères et Ressources forestières</i>	<i>Céréales, légumineuse à graine, plantes fourragères</i>	<i>Racines et tubercules, plantes maraîchères</i>
<i>Troisième priorité</i>		<i>Ressources forestières, bananiers et plantains</i>	<i>Céréales, légumineuse à graine, plantes fourragères</i>

⁴ Données des centres internationaux (annexe 7)

4.2.3 Les critères de sélection des pays hôtes

16 éléments ont été proposés dans les termes de référence pour être pris en compte dans les critères de sélection. Ils sont tous importants, cependant, considérant la situation de la sous-région décrite dans le chapitre 3 du présent rapport, tous ces éléments ne sont pas utilisables au même degré en raison de leur relation directe ou non avec l'existence et la fonctionnalité des centres d'excellence et en raison de leur caractère discriminant ou non.

La proposition de la mission est de considérer en priorité les éléments mesurables à partir des observations de la mission, pour établir les critères de sélection et de retenir l'élément « volonté politique » pour l'élaboration du cahier des charges des pays hôte. Deux séries de critères et de sous-critères peuvent être retenues dont l'une, très discriminante, est affectée d'un fort coefficient et l'autre un peu moins.

Principaux critères de sélection (80 points)

1. ***Les infrastructures de banque de gène***
 - a. *Existence matérielle de locaux appropriés, équipés d'un système de refroidissement et/ou de congélateurs ;*
 - b. *Fonctionnalité ;*
 - c. *Capacité et possibilité d'extension ;*
 - d. *Approvisionnement en énergie électrique.*
 - e. *Outils de communication*
2. ***les ressources humaines : nombre et qualification.***
3. ***le nombre d'espèces et d'accessions par espèce conservées***

Critères secondaires (20 points)

1. ***les infrastructures d'appui***
 - a. *services de contrôle de semences*
 - b. *service de quarantaine*
2. ***législation nationale et adhésion aux conventions et accords internationaux***

En conséquence, la mission suggère la grille de notation suivante

Tableau N° 8 : Grille de notation

<i>Critères de sélection</i>	<i>Nombre de points</i>	
1. <i>Les infrastructures de banque de gène</i>		<i>50</i>
- <i>Existence matérielle de locaux appropriés et/ou de congélateurs</i>	<i>10</i>	
- <i>Fonctionnalité</i>	<i>10</i>	
- <i>Capacité et possibilité d'extension</i>	<i>10</i>	
- <i>Approvisionnement en énergie électrique</i>	<i>10</i>	
- <i>Outils de communication</i>	<i>10</i>	
2. <i>les ressources humaines</i>		<i>20</i>
3. <i>le nombre d'espèces et d'accessions par espèce conservées</i>		<i>10</i>
4. <i>les infrastructures d'appui</i>		<i>10</i>
- <i>services de contrôle de semences</i>	<i>5</i>	
- <i>service de quarantaine</i>	<i>5</i>	
5. <i>législation nationale et adhésion aux conventions et accords internationaux</i>		<i>10</i>
<i>Total</i>		<i>100</i>

4.2.4 Mécanisme de collaboration régional en matière de RPG

- **Quelques éléments à étudier pour le développement d'une collaboration régionale**

Deux options se présentent à la sous-région. Celle de responsabiliser directement les SNRA dans la gestion des centres nodaux d'excellence de conservation des RPG et celle de confier cette gestion aux centres internationaux du GCRAI, pour une période à définir. Le choix dépendra des résultats de l'atelier de validation, notamment de l'engagement des pays et des partenaires à contribuer durablement au financement des dépenses récurrentes. Mais quelle que soit l'option choisie, il importe de dégager les éléments clé à prendre en compte dans le mécanisme de collaboration régionale.

Le document de travail élaboré par le réseau GRENEWCA, indique déjà quelques-uns de ces éléments à savoir :

- Le cadre légal de collaboration
 - Législation National, CBD, Traité international, Protocole de Carthagène, loi modèle de l'OAU
 - Elaboration d'un accord intérimaire sur le transfert de matériel
 - Elaboration d'un Mémoire d'entente pour la conservation
- Les fonctions du centre
 - recueillir le germoplasme des programmes nationaux
 - assurer le tri et les tests sanitaires appropriés
 - assurer si nécessaire, la caractérisation spécifique en collaboration avec les pays
 - restituer le germoplasme à la demande des pays
 - documenter les accessions reçues
 - conserver les accessions
 - former les partenaires nationaux en conservation et caractérisation
 - assurer la diffusion vers les utilisateurs
- Le rôle des acteurs que sont
 - CORAF
 - Les pays
 - Le réseau CORAF
 - Les centres du GCRAI

Il faut ajouter à ces éléments

- le statut juridique des centres et/ou du germoplasme qui y est conservé.

Compte tenu de l'enjeu et de la mission régionale des centres, il est impérieux de doter ces derniers d'un statut leur conférant une autonomie et une liberté d'action par rapport au pays hôte. Par ailleurs, l'organe de décision à la tête des centres (conseil d'administration ou comité de pilotage), devra jouer un rôle important non seulement dans la prise de décision et le contrôle de gestion, mais particulièrement dans la recherche de financement. C'est pourquoi il devra comporter une bonne représentation des parties prenantes y compris les décideurs politiques et les partenaires.

Tous ces éléments doivent être conceptualisés dans un document formel dûment signé par les parties prenantes appelé **Mémoire d'Entente**.

Le mémorandum d'entente est l'une des constituantes du cadre légal de collaboration. Il devra permettre de codifier les obligations des parties prenantes que sont le CORAF, le réseau CORAF, les centres du GCRAI, les pays hôtes et les pays membres du CORAF. Un projet de mémorandum a été proposé en annexe 5.

- **Schéma de modèle du complexe des centres d'excellence**

Le schéma présenté ci-dessous est une proposition de modèle contenue dans le document de travail élaboré par le réseau GRENEWECA qui matérialise les interactions entre les différentes composantes techniques du complexe constitué par les CNE, les Programmes Nationaux, les Centres du GCRAI et le Réseau CORAF. Il prévoit, en appui aux trois centres, une unité centrale de biotechnologie et de sélection, sous le contrôle du réseau CORAF. On peut cependant considérer d'autres options ; par exemple, celle de mettre à contribution les laboratoires nationaux de biotechnologie et de limiter le rôle du réseau à la coordination et au renforcement des capacités (formation, information et documentation...).

Ce schéma offre une bonne base de discussion pour l'atelier de validation.

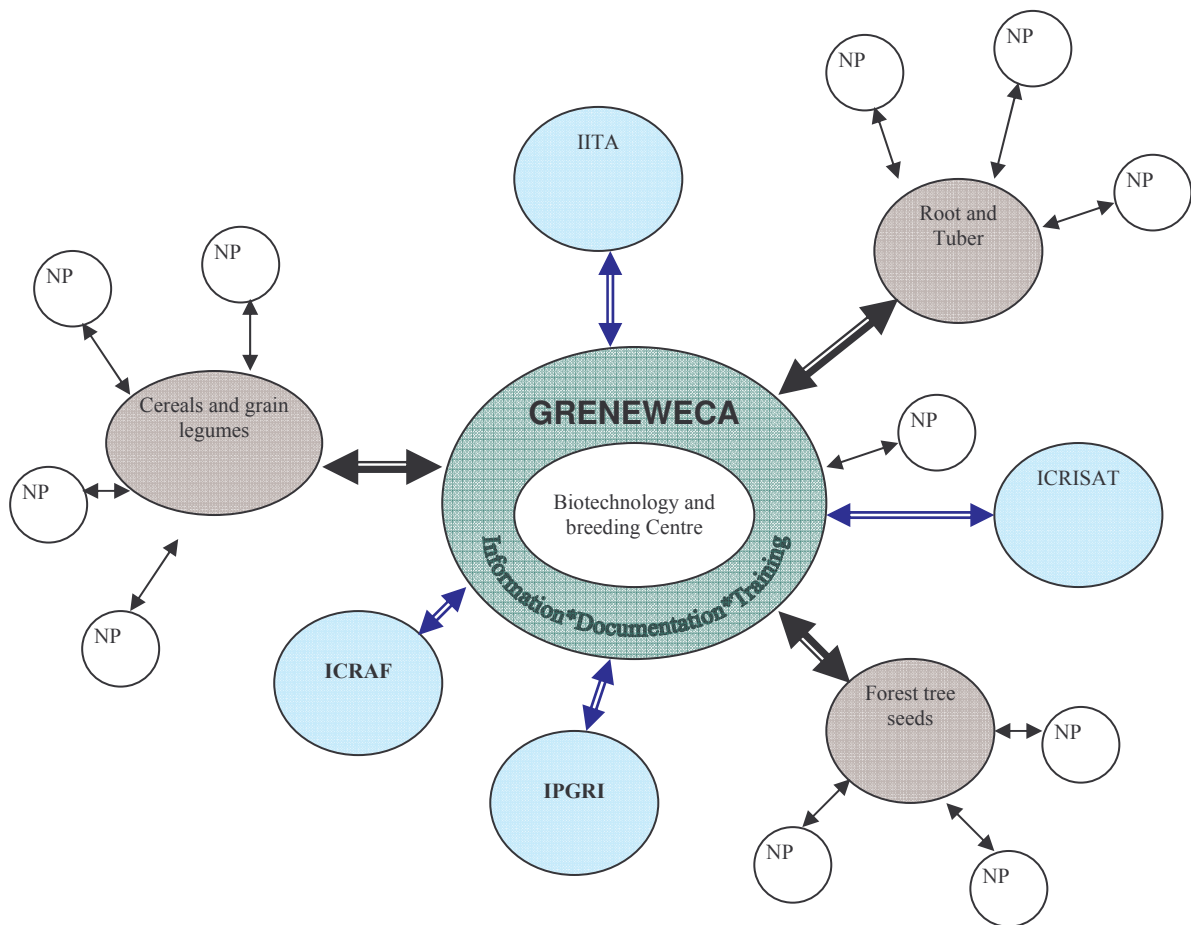


Figure 2 : schéma de modèle d'interaction entre les différentes composantes (source : document GRENEWECA)

Recommandations de mise en œuvre

Trois questions sont essentielles pour la mise en œuvre du projet :

1. Le préalable sur la durabilité du financement

Pour régler ce préalable, la mission recommande

- a. d'inviter à l'atelier de validation, les autorités gouvernementales des pays membres du CORAF et les partenaires engagés dans la problématique de conservation des RPG ;
- b. d'organiser une table ronde en marge de l'atelier pour examiner la question de la durabilité du projet, en particulier les modalités de prise en charge du coût récurrent de fonctionnement des centres.

2. La sélection des pays hôtes

La mission recommande

- a. d'examiner et de finaliser la grille de sélection proposée dans ce rapport au cours de l'atelier de validation ;
- b. de mettre en place un comité de sélection qui exploitera les données du rapport et éventuellement, des données complémentaires. (Le Comité Scientifique et Technique du CORAF pourrait aussi bien jouer ce rôle). Ce comité devra bénéficier de l'appui du consultant.

3. Le projet de mémorandum d'entente devra également faire l'objet d'un examen minutieux au cours de l'atelier de façon à recueillir le consensus de toutes les parties prenantes.

9 ANNEXE 3 : LISTES DES PARTICIPANTS

REGIONAL CONFERENCE: towards Regional Cooperation for Effective and Efficient *ex situ* Conservation of PGRFA in West and Central Africa (WCA)

12-15 Septembre 2006 - Ouagadougou, BURKINA FASO

LIST OF PARTICIPANTS						
N°	NAMES	POSITION AND INSTITUTION	ADDRESS	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
1	AKPAGANA Koffi	Laboratoire de Botanique et Ecologie Végétale - Université de Lomé	TOGO	228 225 50 94/ 225 40 76/912 52 34	228 225 40 79/ 221 85 95	koffi2100@yahoo.fr kakpagan@tg.refer.org
2	AMBALI Aggrey	NEPAD Science and Technology	Box 395 Pretoria 0001 South Africa	27 12 841 49 80	27 12 841 44 14	aambali@nrf.ac.za
3	ATIENO Frederick	IPGRI-SSA	POBox 30 677 Nairobi KENYA	254 20 722 45 07	254 20 72 245 01	f.atieno@cgiar.org
4	ATTA-KRAH Kwesi	Deputy Director General - IPGRI	Via dei Tre Denari 472/a 00057 Maccarese (Fiumicino) Rome, ITALY	39 06 61 18 1	39 06 61 97 96 61	k.atta-krah@cgiar.org
5	AYANTUNDE Augustine	Animal Scientist - ILRI	BP 12404 Niamey NIGER (ICRISAT)	227 20 72 25 29		a.a.ayantunde@cgiar.org
6	BAIDU-FORSON Joseph Jojo	Regional Director - IPGRI-SSA	IPGRI c/o ICRAF, P.O. Box 30677, 00100 Nairobi, KENYA	254 20 722 4500 (main line) 254 20 722 4507Dir.	254 20 7224501	j.baidu-forson@cgiar.org

7	BANI Grégoire	Director General CRAL/DGRST	Avenue du Général De Gaulle, Place du CCF. B.P. 2499 Brazzaville, CONGO	242 668 81 74	242 810 330	craldgrst@yahoo.fr gregoire.bani@coraf.org
8	BEAVOGUI Sékou	Director General - IRAG	BP 1523 Conakry - GUINEE	224 60 54 31 34 /	30 43 55 80/	beavoguisekou@yahoo.fr iragd@iraq.org.gn
9	BENNETT-LARTEY Sam O.	Coordinator National Programme for PGR	CSIR - Plant Genetic Resources Research Institute PO Box. 7 Bunso - GHANA	233 24 366 68 61	233 21 77 98 09	sblartey@yahoo.com
10	DABIRE/BINSO Clémentine	INERA	BP 476 Ouaga BURKINA FASO	226 50 31 92 75		clementine.dabire@coraf.org
11	DIALLO Boubacar	Food Security Economist - INSAH- CILSS	BP 1530 Bamako - MALI	223 222 80 86	223 222 78 31	bdiallo@insah.org bdiallo@agrosoc.insah.org
12	DIEME Abba	Chef de la Division Nationale des Semences - MAHRSA	SENEGAL	221 832 21 09 / 01 58/ Cel. 642 34 49		pdasi@sentoo.sn dgsdieme2004@yahoo.fr
13	DJEGUI Narcisse	Director General - INRAB	BP 884, Cotonou BENIN	229 21 30 07 23/	30 02 64	229 30 03 26 dginrab@yahoo.fr ; ndjegui@yahoo.fr
14	DUMET Dominique	GRU Manager - IITA	PMB 5320, Oyo Road, Ibadan - NIGERIA	234 2 241 2626 ext. 2733		d.dumet@cgiar.org
15	FALL Cheikh Alassane	Chargé de programme GRPI - CORAF/WECARD	BP 48 Dakar RP	221 869 96 18	221 869 96 31	alassane.fall@coraf.org

16	GUEI Gouantoueu Robert	Agricultural Officer - Seed and Plant Genetic Resources Service (AGPS)	Room C715, FAO, Rome, Italy	39 06 570 54920	39 06 570 56347	Gouantoueu.Guei@fao.org
17	HALEWOOD Michael	Head, Policy Unit - IPGRI	Via dei Tre Denari 472/a 00057 Maccarese Rome - ITALY	39 06 611 82 94	39 06 619 79 661	m.halewood@cgiar.org
18	HAUSSMANN Bettina	Senior Scientist, Pearl Millet Improvement and Genebank Responsible - ICRISAT	BP 12404, Niamey - NIGER	227 20 72 26 26	227 20 73 43 29	B.IG.Haussmann@cgiar.org
19	HOUSSOU Moise	Consultant	BENIN BP 534 Porto-Novo	229 20 21 32 65	229 95 05 70 79	moisehoussou@yahoo.fr
20	KABORE K. Blaise	Chef de Département Productions Végétales INERA	04 BP 8645 Ouaga 04 BURKINA FASO	226 70 31 83 61	226 50 31 92 06	kaboreb@fasonet.bf
21	KALINGANIRE Antoine	Senior Tree Scientist ICRAF-WCA	B.P. 320 Bamako, MALI	223 222 33 75	223 222 86 83	a.kalinganire@cgiar.org
22	KENGUE Joseph	Coordinator - National Programme for PGR - IRAD	BP 2123 / 2067 Yaoundé CAMEROON	237 991 38 36 / 237 200 94 28	237 222 33 62/223 35 38	jkengue2002@yahoo.fr
23	KONATE Gnissa	Director - INERA	04 BP.8645 Ouagadougou 04	226 50 34 02 70 / 50 34 71 12	226 50 34 02 71	inera.direction@fasonet.bf
24	LALIBERTE Brigitte	Global Crop Diversity Trust	C/o IPGRI Via dei Tre Denari 472/a 00057 Maccarese (Fiumicino) Rome ITALY	39 06 611 82 72	39 06 619 79661	b.laliberte@cgiar.org

25	LETTINGTON Robert Lewis	GRPI - Coordinator IPGRI - SSA	IPGRI c/o ICRAF, P.O. Box 30677, 00100 Nairobi, KENYA	254 20 722 45 28 Cel. 254(0)721232483	254 20 722 45 01	r.lettington@cgiar.org
26	LY Samba	Directeur Général - INRAN	BP 429, Niamey - NIGER	227 20 72 53 89 227 96 98 06 68 82 14 60	227 93	inran@intnet.ne asambly@yahoo.fr
27	NDIAYE Abdou	Chargé de mission PV - ISRA	ISRA - CNRA BP 53 Bambey SENEGAL	221 973 63 48 / Cel.646 16 87	221 973 63 48	adndiaye@refer.sn
28	NDIR Binetou Niasse	Assistante Administrative - CORAF/WECARD	BP 48 Dakar RP	221 869 96 18	221 869 96 31	binetou.ndir@coraf.org
29	NWALOZIE Marcel	Scientific Coordinator - CORAF/WECARD	BP 48 Dakar RP	221 869 96 18	221 869 96 31	marcel.nwalozie@coraf.org
30	OFFEI Sam Kwame	Dean School of Agriculture Biotechnology Centre College of Agriculture and Consumer Sciences University of Ghana	University of Ghana P.O. Box LG 68 Legon GHANA	233 244 09 04 58	233 21 51 29 16	offei@ug.edu.gh
31	ONGONE OBAME Aristide	Coordinator C.C.N./R.G -MA	GABON BP 19246 Libreville	241 0728 48 64/ Cel. 2410 531 25 81	241 76 60 77	ongoneobame@yahoo.fr
32	ORKWOR Gabriel CHUKA	Director Research (TuberCrops) - NRCRI	NRCRI Umudike PMB 7006 Umuahia NIGERIA	234 80 525 10 833		gabrielorkwor@yahoo.com
33	OULD MAOULOUD Mohamed Abdellahi	Directeur Adjoint de l'Agriculture - Ministère du Développement Rural et de l'Environnement	Nouakchott BP 180 MAURITANIA	Bur. 222 525 78 79 / Cel. 659 24 82	222 524 19 92	ouldmaouloudm@yahoo.fr

34	OWUSU BENNOAH Emmanuel	Director General - CSIR	POBox M 32 Accra GHANA	233 21 77 47 72 / 233 244 77 22 57	(233) 21 779 809	eobennoah@ucomgh.com
35	PAGES Jacques	Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest Continentale - CIRAD	Montpellier - France			jacques.pages@cirad.fr
36	PHAM Jean-Louis	Chercheur, Département Ressources Vivantes - IRD	IRD Montpellier BP 64501 34394 Montpellier Cedex 5 France	334 67 41 62 45	334 67 41 62 22	Jean-Louis.Pham@mpl.ird.fr
37	RAYAISSE Bintou	DGPV (Service Promotion des Filières)	BP 360 Ouaga	226 70 27 06 94	226 50 31 02 06	bintouariane@yahoo.fr
38	SANCHEZ Ines	GRU Manager - WARDA	Cotonou - BENIN	229 21 350 188	229 21 35 05 56	i.sanchez@cgiar.org
39	SANYANG Sidi	Scientific Resource Person - FARA	2 Gowa Close, Roman Ridge PMB CT 173 Accra, GHANA	(233) 21 77 28 23 / 77 94 21	233 21 77 36 76	ssanyang@fara-africa.org
40	SARUMI Mondiu	Executive Director NACGRAB	Moor Plantation, PMB5382, Ibadan Oyo State - NIGERIA	Cel. 080 53 322 565 234 2 231 26 22 / 234 2 200 26 29	234 2 231 26 01	nacgrab@skannet.com mbsarumi77@yahoo.com
41	SEDOGO Michel	INERA	04 POBox. 8645 Ouagadougou BURKINA FASO	226 50 31 92 08 / Cel. 226 70 26 64 29	226 50 34 02 71	m.sedogo@fasonet.bf
42	SEREME Paco	Executive Secretary - CORAF/WECARD	BP 48 Dakar RP	221 869 96 18	221 869 96 31	paco.sereme@coraf.org

43	SIDIBE Amadou	Coordinator National Programme for PGR - IER	BP 258, Bamako - MALI	223 22 52 15	223 22 37 75	Amadou.sidibe@ier.ml sidibea20@yahoo.fr
44	SIE Moussa	Lowland Rice Breeder - WARDA	BENIN	229 21 35 01 88	229 21 35 05 56	m.sie@cgiar.org
45	SOME Salimata	Ministère du Commerce	01 BP 5620 Ouaga 01 BURKINA FASO	226 50 31 29 37	226 50 31 70 53	salisome@yahoo.fr
46	TOMEKPE Kodjo	Directeur - CARBAP	B.P. 832. Douala. CAMEROUN	237 352 60 52 237 968 43 25	237 342 57 86	tomekpe@carbap-africa.org
47	VERNIER Philippe	Chef de l'Unité de Recherche Horticulture CIRAD	Montpellier - France	33 46 76 15 962		philippe.vernier@cirad.fr
48	VODOUHE Raymond	Coordinator IPGRI WCA Office	BENIN	229 21 35 19 91	229 21 35 40 46	r.vodouhe@cgiar.org
49	ZAKRA Nicodème	Directeur Général Adjoint chargé des Affaires Scientifiques - CNRA	01 BP 1740 Abidjan 01 COTE D'IVOIRE	225 23 47 24 46	225 23 47 24 11	nicodeme.zakra@cnra.ci nicodeme_zakra@yahoo.fr
50	ZONGO Jean-Didier	Université de Ouagadougou	01 BP 7021 Ouaga 03 BURKINA FASO	226 50 30 70 64 / Cel. 70 26 64 96	226 50 30 72 42	zongojd@univ-ouaga.bf

10 ANNEXE 4 : DECLARATION FINALE PROVISOIRE DE OUAGADOUGOU



DRAFT

DRAFT

DRAFT

DRAFT

Ouagadougou Declaration: Towards Regional Cooperation for Effective and Efficient *ex situ* Conservation of PGRFA in West and Central Africa

Background:

A regional conference on “Plant genetic resources management and food security in West and central Africa” was organized at IITA Ibadan, Nigeria (26-30 April 2004), under the auspices of CORAF/WE CARD, and with collaboration of a number of CGIAR centres, FAO, and the Global Crop Diversity Trust.

The conference observed that gene banking capacities, both in terms of physical infrastructure and human resources in various countries of WCA are generally low, and that only very few countries in WCA are able to make significant commitments towards supporting research, conservation and use of the rich and diverse genetic resources in WCA.

The conference called upon CORAF/WE CARD to initiate the process towards the development of a regional approach, including exploring possibilities for establishing Nodal Centres of Excellence (NCE) for gene banking of priority species and collections in WCA.

In response to these recommendations, CORAF/WE CARD commissioned a consultancy study in 2005 to assess existing plant genetic resources conservation facilities and capacities in WCA countries, and to initiate development of a framework for a regional strategy for PGRFA conservation in the region. The study was supported by the Global Crop Diversity Trust.

The conclusions of the report of the study was presented to the CORAF/WE CARD Annual General Assembly held in The Gambia in 2006. The General Assembly endorsed the concept of the NCE, including the proposals in relation to establishment of NCEs, and requested CORAF/WE CARD Secretariat to further develop the proposals.

CORAF/WECARD, with support from IPGRI, the Trust and GRPI convened a conference at Ouagadougou in Burkina Faso to review the CORAF/WECARD-commissioned report, address outstanding issues, and work towards the development of a regional strategy for cooperation within the region for the conservation and use of PGRFA.

This Ouagadougou declaration captures the shared agreements and recommendations from the conference.

Shared agreements:

NCE functions and modalities

NCEs provide basis for creating collections in West and Central Africa (WCA) with long term conservation objectives

- NCEs are not just dedicated to conservation; they also should have research and training components.
- Research at NCEs should add value to what is on-going at national genebanks. It should focus on the development of regional public goods.
- Responsibilities for multiplication, evaluation, characterization, and other research can and should be spread out among a much wider range of partners located in countries in WCA that are not hosting NCEs and in some cases, outside WCA.
- The NCEs will be located in selected countries but will hold collections on behalf of the regional partners.
- WCA countries and CORAF/WECARD should facilitate the movement of experts to work at the NCEs.
- CGIAR institutions and ARIs, both inside and outside WCA, are critical partners to the regional conservation strategy.
- To get started, the NCE will build on existing functional national facilities and network of partners (providing conservation and use services such as regeneration safety duplications etc.).
- The regional economic community organizations, ECOWAS, 'CEEAC' & 'CEMAC', should be involved in oversight of the NCE.
- Over time, the NCEs will increase in size and capacity, and gain financial support from regional economic organizations to establish their own facilities to function on a sustainable basis.

Criteria and process for establishing NCE

- Eligibility criteria for a country to host NCE include: ratification of the Treaty; membership of CORAF/WECARD in good standing; submission of hosting request by government; good track record of national institution in PGR conservation and management.
- Countries hosting NCEs are expected, at the minimum, to ensure current level of funding for the national institution.
- CORAF/WECARD is to organize competitive bidding process for countries that want to host NCEs.
- CORAF/WECARD should develop host country agreements/guidelines with well-defined responsibilities.

Scope of plants conserved in the NCE

- List of priority crops were agreed to as entry points. Associated crops could be considered.

Policies for exchange of materials and information in support of the regional conservation strategy

- Annex 1 material will be exchanged using the SMTA under the Treaty since most countries have ratified the Treaty.
- There needs to be a harmonized approach for the exchange of non-Annex 1 material within the region (e.g., fonio, etc). The policy should follow the logic of the Treaty and the SMTA. Perhaps the SMTA would need to be adapted to respond to the specific conditions of the region.
- CORAF/WE CARD should promote the inclusion of additional crops of importance to WCA in Annex 1 of the Treaty. Using the SMTA for those materials would represent a proactive move to get those materials eventually included in Annex 1.
- CORAF/WE CARD is invited to advise the few countries in the region which have not ratified the Treaty to do so. Meanwhile, the SMTA should be used when sending Annex 1 materials to non-parties. Non-parties should be asked to supply materials using the SMTA. If they refuse, a new agreement will need to be developed.

Professor Houssou's report

- Report on the status of PGR conservation in the 9 countries surveyed reflects overall situation in the sub-region. It needs to be complemented with information from other countries.
- The report provides a useful basis for developing a regional strategy.

Funding strategy

Recommendations:

We accept the NCEs as an important instrument for enhancing cooperation within the region to manage and conserve PGR. The outcome of this workshop should culminate in the development of a regional strategy for management and conservation of PGRFA, which should be included in the overall strategic plan to be completed by May 2007. In this regard, we recommend the following:

1. In general, CORAF should take full ownership of the process of developing the regional strategy which includes the NCE. More particularly, CORAF should:
 - create links with relevant regional economic community bodies to ensure that the conservation strategy is included in their respective strategic plans for implementation;
 - implement the process for the initiation and implementation of the regional strategy, including the process of countries' bidding to host NCEs, developing host country agreements, etc.;
 - coordinate efforts among countries in the region to expand the list of materials included in Annex 1 of the International Treaty, to include more crops of regional importance; and
 - CORAF/WE CARD to lead the process of developing policy for exchange of non-Annex 1 materials.
2. GRENEWCA is to undertake a survey to obtain additional information on countries that were not included in the report.

3. Country representatives should take steps to ensure the internalization of this concept within their planning processes and to ensure the involvement of relevant Ministries to obtain strategic recognition.
4. Countries within the region that have not already done so should ratify or accede to the International Treaty and effectively implement it in national laws, policies and practices.
5. The CG Centres and ARIs should embed the regional conservation plan in their own implementation plans, acting as key partners in the strategy.

* * * * *